

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 2770

[C - 2009/29404]

**17 JUILLET 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 127 et 129 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée notamment par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001 et du 12 août 2003;

Vu le décret spécial du 13 juillet 1999 visant à augmenter le nombre maximum de membres du Gouvernement de la Communauté française en exécution des articles 123, § 2, de la Constitution et 63, § 4, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Considérant qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité qu'a le Gouvernement de la Communauté française, constitué en application de l'article 60 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 précitée, d'assurer la continuité du service public;

Sur proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1. "Ministre" : un Ministre, Membre du Gouvernement de la Communauté française;
2. "Loi" : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée notamment par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001 et du 12 août 2003.

Art. 2. Rudy Demotte, Ministre-Président, est compétent pour :

- la coordination de la politique du Gouvernement et celle de sa communication;
- les relations intra-belge, en ce compris la saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral, Gouvernements des Communautés et des Régions, le fonctionnement des institutions, et les relations avec le Parlement;
- la répartition des moyens reçus de la Loterie nationale;
- la simplification administrative;
- l'E-Gouvernement et l'informatique administrative;
- les relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes, sans préjudice de l'article 2, 8^e tiret, et la coopération au développement telle que visée à l'article 6^{ter} de la loi.

Art. 3. Jean-Marc Nollet, Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, est compétent pour :

- l'accueil de l'Enfance;
- l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.);
- les centres de vacances, notamment pour ce qui concerne les matières définies aux articles 4 et 5 de la loi spéciale et ce, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci;
- la recherche scientifique;
- les crédits de recherches fondamentales provenant des S.P.P.S., de la Santé publique, des Affaires économiques et ceux destinés au F.N.R.S. et au F.R.I.A.;
- la fonction publique et l'administration;
- les bâtiments scolaires;
- l'implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière.

Art. 4. André Antoine, Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports est compétent pour :

- le budget, les finances et la trésorerie;
- les sports en ce compris la lutte contre le dopage.

Art. 5. Jean-Claude Marcourt, Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, est compétent pour :

- l'enseignement supérieur, en ce compris :
 - l'enseignement universitaire,
 - l'enseignement supérieur non universitaire, de type court et de type long;
 - l'enseignement artistique de niveau supérieur, y compris les conservatoires;
 - les statuts du personnel de l'enseignement supérieur;
- les allocations et prêts d'études;
- l'Académie royale des Sciences.

Art. 6. Mme Evelyne Huytebroeck, Ministre de la Jeunesse, est compétente pour la politique de la Jeunesse, l'aide à la Jeunesse et la protection de la Jeunesse visées à l'article 5, § 1^{er}, II, de la loi spéciale et ce, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci.

Art. 7. Mme Fadila Laanan, Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances, est compétente pour :

- la radiodiffusion et la télévision, à l'exception de l'émission des communications du Gouvernement fédéral;
- le soutien à la presse écrite;
- la médiathèque et services similaires;
- l'aide au cinéma;
- les matières culturelles, telles que :
 - 1) les beaux-arts;
 - 2) la défense et l'illustration de la langue;
 - 3) les bibliothèques;
 - 4) la formation artistique;
 - 5) les centres d'expression et de créativité;
 - 6) le patrimoine culturel, les musées et les autres institutions scientifiques culturelles;
 - 7) l'éducation permanente et l'animation culturelle;
 - 8) la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.
- la politique de la santé visée à l'article 5, § 1^{er}, I, de la loi spéciale et ce, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci.
- la coordination de la politique dans le domaine de l'égalité des chances et l'interculturalité.

Art. 8. Mme Marie-Dominique Simonet, Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale est compétente pour l'Enseignement, tel que défini à l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de la Constitution, en ce compris :

1. l'enseignement fondamental;
2. l'enseignement secondaire;
3. la matière définie à l'article 4, 11^o, de la loi spéciale à l'exception des missions confiées à l'O.N.E.;
4. la reconversion et le recyclage professionnels;
5. l'enseignement à distance, l'enseignement artistique à horaires réduits;
6. l'enseignement artistique de niveau secondaire;
7. l'inspection de l'enseignement;
8. les activités parascolaires, les auxiliaires de l'enseignement et l'information;
9. la formation postscolaire et parascolaire;
10. les statuts des personnels de l'enseignement obligatoire et de promotion sociale, à l'exception de l'enseignement supérieur;
11. la formation intellectuelle, morale et sociale;
12. les centres psycho-médico-sociaux;
13. l'enseignement spécialisé;
14. les écoles européennes;
15. l'orientation scolaire;
16. le pilotage interréseaux;
17. l'enseignement de promotion sociale.

Art. 9. Les projets de décrets et les arrêtés délibérés en Gouvernement sont signés par le Ministre qui a dans ses attributions la matière qui fait l'objet du projet de décret ou de l'arrêté.

Les arrêtés et décisions du Gouvernement, en matière de Fonction publique des organismes d'intérêt public, sont signés, conjointement, par le Ministre chargé de la Fonction publique et le ou les Ministre(s) exerçant la tutelle sur les organismes d'intérêt public concernés.

Les arrêtés et décisions du Gouvernement, en matière de statut des personnels de l'Enseignement, sont cosignés par les Ministres responsables et le Ministre chargé de la Fonction publique.

Art. 10. Dans le cas où une délégation a été accordée, conformément à l'arrêté portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, les arrêtés sont signés par le Ministre auquel cette délégation a été accordée.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un Ministre, celui-ci peut désigner le Ministre habilité à signer en son nom et pour son compte.

Art. 11. La signature des décrets et arrêtés peut reprendre, dans le titre du Ministre, la seule mention relative à la matière qui fait l'objet des décrets et arrêtés.

Les décrets et arrêtés du Gouvernement sont contresignés par le Ministre-Président.

Art. 12. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mars 2008 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française est abrogé.

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets à dater du 16 juillet 2009.

Art. 14. Les Ministres sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 17 juillet 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT,

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN,

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

—————

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2770

[C - 2009/29404]

17 JULI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 127 tot 129 van de Grondwet,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2001 en 12 augustus 2003;

Gelet op het bijzonder decreet van 13 juli 1999 houdende verhoging van het maximumaantal leden van de Regering van de Franse Gemeenschap in uitvoering van de artikelen 123, § 2, van de Grondwet en 63, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Overwegende dat de Regering de mogelijkheid moet worden geboden om zo doeltreffend mogelijk te kunnen werken;

Gelet op de bijzonder dringende noodzakelijkheid, voor de Regering van de Franse Gemeenschap, samengesteld met toepassing van artikel 60 van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, te zorgen voor de continuïteit van de openbare dienst;

Op de voordracht van de Minister-President;

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1. « Minister » : een Minister, Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap;
2. « Wet » : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2001 en 12 augustus 2003.

Art. 2. Rudy Demotte, Minister-President, is bevoegd voor :

- de coördinatie van het regeringsbeleid en van de mededelingen in verband daarmee;
- de intra-Belgische betrekkingen, met inbegrip van het aanhangig maken van conflicten bij het Overlegcomité Federale Regering – Regering van de Gemeenschappen en Gewesten, de werking van de instellingen, en de betrekkingen met het Parlement;
- de verdeling van de middelen van de Nationale Loterij;
- de administratieve vereenvoudiging;
- de e-government en de administratieve informatica;
- de internationale betrekkingen, met inbegrip van de betrekkingen met de Europese instellingen, onverminderd artikel 2, 8e streepje, en de ontwikkelingssamenwerking zoals bedoeld in artikel 6ter van de wet.

Art. 3. Jean-Marc Nollet, Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, is bevoegd voor :

- de opvang van jonge kinderen;
- de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (O.N.E.) (Dienst voor Geboorte en Kind);
- de vakantiecentra, inzonderheid voor de aangelegenheden bepaald in de artikelen 4 en 5 van de bijzondere wet, onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de ter uitvoering ervan aangenomen decreten;
- het wetenschappelijk onderzoek;
- de kredieten voor fundamenteel onderzoek, afkomstig uit de Diensten voor Programmatie van het Wetenschapsbeleid, uit Volksgezondheid en Economische Zaken, en de kredieten bestemd voor het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek en het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw;
- de ambtenarenzaken en het bestuur;
- de schoolgebouwen;
- de vestiging van de diensten en instellingen, alsook het beheer van onroerende zaken.

Art. 4. André Antoine, Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport, is bevoegd voor :

- de begroting, de financiën en de thesaurie;
- de sport, met inbegrip van dopingbestrijding.

Art. 5. Jean-Claude Marcourt, Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, is bevoegd voor :

- het hoger onderwijs, met inbegrip van :
 - het universitair onderwijs,
 - het niet-universitair hoger onderwijs, van het korte type en het lange type;
 - het kunstonderwijs van het hogere niveau, met inbegrip van de conservatoria;
 - de statuten van het personeel van het hoger onderwijs;
- de studietoelagen en -leningen;
- de « Académie royale des Sciences ».

Art. 6. Mevr. Evelyne Huytebroeck, Minister van Jeugd, is bevoegd voor het jeugdbeleid, de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming, bedoeld in artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet, onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de decreten die ter uitvoering ervan worden aangenomen.

Art. 7. Mevr. Fadila Laanan, Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen, is bevoegd voor :

- de radio-omroep en de televisie, met uitzondering van het uitzenden van mededelingen van de Federale Regering;
- hulp aan de geschreven pers;
- de mediatheek en de soortgelijke diensten;
- steun aan de filmsector;
- de culturele aangelegenheden, zoals :
 - 1) de schone kunsten;
 - 2) de bescherming en de luister van de taal;
 - 3) de bibliotheken;
 - 4) de artistieke vorming;
 - 5) de centra voor expressie en creativiteit;
 - 6) het cultureel patrimonium, de musea en de andere culturele wetenschappelijke instellingen;
 - 7) de permanente opvoeding en de culturele animatie;
 - 8) het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.
- het gezondheidsbeleid bedoeld in artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet, onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de decreten die ter uitvoering ervan worden aangenomen.
- de coördinatie van het beleid op het gebied van gelijke kansen en interculturele betrekkingen.

Art. 8. Mevr. Marie-Dominique Simonet, Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie, is bevoegd voor onderwijs, zoals bepaald in artikel 127, § 1, eerste lid, 2°, van de Grondwet, met inbegrip van :

1. het basisonderwijs;
2. het secundair onderwijs;
3. de aangelegenheid bepaald in artikel 4, 11°, van de bijzondere wet, met uitzondering van de opdrachten toegewezen aan de O.N.E.;
4. de beroepsomscholing en – bijscholing;
5. het afstandsonderwijs, het kunstonderwijs met beperkt leerplan;
6. het kunstonderwijs van het secundair niveau;
7. de inspectie van het onderwijs;
8. de bijschoolse activiteiten, de hulpmiddelen voor het onderwijs en de informatie;
9. de post- en parascolaire vorming;
10. de statuten van het personeel van het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, met uitzondering van het personeel van het hoger onderwijs;

11. de intellectuele, morele en sociale vorming;
12. de psycho-medisch-sociale centra;
13. het gespecialiseerd onderwijs;
14. de Europese scholen;
15. de schooloriëntatie;
16. de netoverschrijdende sturing;
17. het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 9. De ontwerpen van decreet en de in de Regering overlegde besluiten worden ondertekend door de Minister bevoegd voor de aangelegenheid waarop het ontwerp van decreet of het besluit betrekking heeft.

De besluiten en beslissingen van de Regering, voor de ambtenarenzaken van de instellingen van openbaar nut, worden gezamenlijk ondertekend door de Minister belast met ambtenarenzaken en de Minister(s) die het toezicht uitoefent/uitoefenen op de betrokken instellingen van openbaar nut.

De besluiten en beslissingen van de Regering, inzake het statuut van het onderwijspersoneel, worden gezamenlijk ondertekend door de verantwoordelijke Ministers en door de Minister belast met ambtenarenzaken.

Art. 10. Ingeval een delegatie werd verleend overeenkomstig het besluit houdende regeling van de werking van de Regering, worden de besluiten ondertekend door de Minister aan wie deze delegatie werd verleend.

Bij afwezigheid of verhinderd van een minister, kan deze de Minister aanwijzen die ertoe wordt gemachtigd in zijn naam en voor zijn rekening te ondertekenen.

Art. 11. De ondertekening van de decreten en besluiten kan, in de titel van de Minister, alleen de vermelding bevatten van de aangelegenheid waarop de decreten en besluiten betrekking hebben.

De decreten en besluiten van de Regering worden door de Minister-President medeondertekend.

Art. 12. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 maart 2008 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 16 juli 2009.

Art. 14. De Ministers worden, ieder wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juli 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2771

[C - 2009/29405]

17 JUILLET 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant règlement du fonctionnement du Gouvernement

Le Gouvernement de la Communauté française;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 17 juillet 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, sollicité le 17 juillet 2009;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement du 27 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, ne peut plus s'appliquer à l'actuel Gouvernement;

Considérant qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible; que cette nécessité implique l'entrée en vigueur des présentes dispositions dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement de la Communauté française délibère collégalement selon la procédure du consensus et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Communauté française.